



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement

Unité Territoriale de
du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Nicolas PACAULT

Tél : 03 28 23 85 44

Fax : 03 28 65 59 45

Gravelines, le 22 OCT. 2015

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

**(SPECIALITE INSTALLATIONS
CLASSEES)**

**POUR PRÉSENTATION EN
CODERST**

nicolas.pacault@developpement-durable.gouv.fr

Référence : H:\Commun\2 Environnement\1 Etablissements\Equipe_G2\ASCO
INDUSTRIES_070.00673\dossier_reexamen_2013\Ascometal_leffrinckoucke_R
APCO_070.00673_V2.doc

OBJET : *Société ASCO INDUSTRIES à Leffrinckoucke
Instruction du dossier de réexamen de l'établissement ASCO INDUSTRIES
de Leffrinckoucke (Usine des Dunes)*

REFERENCES : *Transmissions du : 07/01/2014 : dossier de réexamen
du 18/12/2014 : étude technico-économique sur la réduction des dioxines
du 28/04/2015 : rapport de base*

N° S3IC : 070.00673

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- **Nom de l'établissement** : **ASCO Industries**
- **Adresse du siège social** : **Avenue de France
57300 Hagondange**
- **Adresse de l'établissement** : **Usine des Dunes
B.P. 41
59941 Dunkerque – CEDEX 2**
- **Activité principale** : **Aciérie électrique**
- **Effectif** : **environ 580 personnes**

Sommaire du Rapport

Annexes

- | | |
|--|---|
| 1.- Objet du rapport | |
| 2.- Présentation de l'établissement | 1.- Liste des installations classées de l'établissement |
| 3.- Présentation du dossier de réexamen et du rapport de base | 2.- Projet d'arrêté préfectoral |
| 4 – Instruction du dossier de réexamen et propositions de l'inspection | |
| 5 - Instruction du rapport de base et propositions de l'inspection | |
| 6 – révision des VLE en lien avec la Directive Cadre sur l'eau | |
| 7 – Suites administratives | |

1. – OBJET DU RAPPORT

Par arrêté préfectoral du 02 mars 2010 modifié, la société ASCOMETAL est autorisée à exploiter des installations de production d'acier comprenant notamment des installations classées sous les rubriques n° :

- 3220 : production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue, avec une capacité de production de plus de 2,5 tonnes par heure ;
- 3230-a : Transformation des métaux ferreux : exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure ;
- 3110 : combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW
- 3540 : installation de stockage de déchets non dangereux, non inertes, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 3532 : valorisation des déchets non dangereux (laitiers) avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour.

Ces installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement, relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Il a été acté par le Préfet par arrêté préfectoral en date du 03 juin 2014, suite à proposition motivée de l'exploitant en date des 25 octobre 2013 et 04 février 2014, que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3220 : (production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue, avec une capacité de production de plus de 2,5 tonnes par heure) et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives aux aciéries (BREF I&S : iron and steel).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF I& S) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 08 mars 2012 (décision d'exécution de la Commission en date du 28 février 2012) l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 07 janvier 2014 et ce, en application de l'article R. 515-83 (aciérie et verrerie) du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 08 mars 2016.

Ce dossier de réexamen a été remis à la préfecture par courrier du 06 janvier 2014. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

Enfin ce rapport évoque la révision des valeurs limite d'émission dans l'eau pour certains paramètres dans le cadre de l'atteinte de l'objectif de bon état des eaux fixées par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

2. – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1. – Description de l'établissement

L'Usine des Dunes, aujourd'hui exploitée par ASCO INDUSTRIES, à LEFFRINCKOUCKE est une unité de production sidérurgique spécialisée dans la fabrication d'aciers spéciaux de construction mécanique de forte section à partir d'une filière ferrailles. Son activité sidérurgique a débuté en 1912.

Elle emploie actuellement environ 580 personnes en équivalent temps plein.

Ses installations sont dimensionnées pour une production annuelle d'environ 400 000 tonnes. Elles sont regroupées au sein de 2 ateliers principaux : l'aciérie électrique et le laminoir.

L'aciérie comprend essentiellement le four électrique de fusion (four UHP : Ultra Haute Puissance), une installation d'affinage en poche chauffante (dite APC) pour la mise à nuance très précise de l'acier, une installation de dégazage sous-vide pour diminuer les teneurs en gaz dissous, et deux filières de coulée de l'acier liquide : une coulée continue rotative et une coulée en lingots.

Le laminoir renferme les fours de réchauffage à longerons, les cages de blooming et laminages pour la mise en forme du produit, les zones de refroidissement en fosse ou à l'air et un atelier de parachèvement mettant en œuvre traitement thermique et contrôles qualité.

Une ancienne décharge interne est présente sur le site. Elle fonctionne aujourd'hui à la manière d'une plate-forme de transit et de traitement de déchets générés par les activités de l'Usine des Dunes. Elle est réglementée indépendamment par un arrêté préfectoral complémentaire du 12 novembre 2002.

Le site couvre une surface de 92 ha dont 11,5 sont couverts. L'usine se situe principalement sur la commune de Leffrinckoucke, mais elle occupe également quelques parcelles cadastrales des communes d'Uxem et de Ghyvelde.

2.2. – Situation administrative de l'établissement

L'établissement est visé par la directive IED pour ses activités relatives aux rubriques :

- 3220 : production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue, avec une capacité de production de plus de 2,5 tonnes par heure ;
- 3230-a : Transformation des métaux ferreux : exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure ;
- 3110 : combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW
- 3540 : installation de stockage de déchets non dangereux, non inertes, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 3532 : valorisation des déchets non dangereux (laitiers) avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour.

En conséquence, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels :

- Aciérie (I&S)
- Industrie des Métaux Ferreux (FMP)

Ainsi que par le document BREF transverse :

- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009

Le tableau en annexe 1 reprend la liste des installations classées exploitées au sein de l'établissement ainsi que la liste des actes administratifs ayant permis leur exploitation.

3. – PRÉSENTATION DU DOSSIER DE REEXAMEN ET DU RAPPORT DE BASE

3.1. – Organisation du dossier de réexamen

Le dossier de réexamen est divisé en 6 parties reprenant successivement :

- 1-Introduction
- 2-Présentation
- 3-Analyse des effets de l'installation sur l'environnement
- 4-Situation des moyens de prévention et de réduction des polluants par rapport aux MTD
- 5-Investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions
- 6-Glossaire

Le chapitre 4 se présente sous la forme d'une série de tableaux comparant, pour les différents BREF examinés, la meilleure technique disponible et la technique mise en œuvre sur le site.

L'exploitant n'a formulé aucune demande de dérogation par rapport aux valeurs limites correspondant à l'application des meilleures technologies disponibles.

3.2. – Limites de l'étude

L'étude concerne l'ensemble de l'établissement.

3.3. – Détail des Conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et BREF étudiés

Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) étudiées sont :

- Acierie
- Industrie des Métaux Ferreux
- Efficacité énergétique

3.4. – Rapport de base

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant comporte un rapport de base.

L'organisation de ce rapport de base est la suivante :

- Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux
- Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles
- Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes

3.5. – Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R515-68 du Code de l'Environnement.

4 – INSTRUCTION DU DOSSIER DE REEXAMEN ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

4.1. – Complétude du dossier de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, il est attendu dans le dossier de réexamen :

1. Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
 - a. Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
 - b. Les cartes et plans ;
 - c. L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
 - d. Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
2. L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
 - a. Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
 - b. Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
 - i. L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;

- ii. La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
 - iii. Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
3. La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Conformément aux dispositions de l'article R515-73 du Code de l'Environnement, « *le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.* »

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation.

Les aspects « rapport de base » et « demande de dérogation » sont détaillés ultérieurement dans des chapitres spécifiques (respectivement 4.3 et 4.4).

Le dossier transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R515-72 du Code de l'Environnement.

4.2. – Analyse de la période passée

L'analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période passée (depuis la signature de l'arrêté d'autorisation en mars 2010), en particulier la conformité de l'installation vis-à-vis des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables, les évolutions des flux des émissions, l'accidentologie, a été examinée au regard de la réglementation en vigueur.

4.2.1 impact sur l'eau

4.2.1.1. consommation d'eau

La consommation d'eau de ville a été stable en 2010 et 2011 à environ 110 000 m³/an. En 2012 la consommation a atteint 129 300 m³ dépassant ainsi légèrement la valeur limite fixée à 120 000 m³/an. Cette surconsommation est due à l'utilisation d'eau de ville pour alimenter les tours aéroréfrigérantes à la place de l'eau des forages (excès de chlorure) et à une fuite au niveau du four à longerons. Ces problèmes sont désormais résolus.

La consommation d'eau de forage sur la période 2010 – 2012 a été comprise entre 156 000 et 171 000 m³/an. La valeur limite fixée à 200 000 m³/an est respectée.

Pour l'eau prélevée au canal de Furnes, la valeur limite fixée à 3 000 000 m³/an a été dépassée en 2011 (consommation d'environ 4 000 000 m³). Cette surconsommation d'eau du canal est liée à une proportion de production d'acier trempé beaucoup plus importante que les autres années (près de 50 % en 2011 contre environ 35 % les autres années).

4.2.1.2. rejets aqueux

De part l'ancienneté du site (construit en 1912) il n'existe pas de séparation des eaux industrielles, pluviales et sanitaires. Une convention pluriannuelle avec les Voies Navigables de France encadre les différents rejets (19 points de rejet au total) dans le canal de Furnes.

Il convient de signaler que les eaux provenant de l'établissement MG-VALDUNES sont regroupées avec celles du site ASCO INDUSTRIES avant leur rejet au canal. Les analyses des différents polluants dans l'eau sont toutefois réalisées avant le mélange des effluents.

Les principaux rejets évacuant les eaux industrielles sont R6 ; R14 et R26. Ces points de rejet sont chacun équipés d'un ou plusieurs bassins de décantation destinés à piéger les matières en suspension et les hydrocarbures.

Pour le rejet R06 : l'analyse du nombre de dépassement des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) montre une amélioration entre 2010 et 2012. Les dépassements les plus fréquents sont liés à la Demande Chimique en Oxygène (DCO) à l'indice hydrocarbure et au plomb

Pour le rejet R14 : la situation s'est améliorée entre 2011 et 2012. Il subsiste des dépassements sur les paramètres DCO, matières en suspension, indice hydrocarbure et fer.

Pour le rejet R26 : la situation est contrastée suivant les paramètres : dégradation de la qualité du rejet pour la DCO, le manganèse, le plomb, le zinc et les métaux totaux, stabilité pour le fer et l'indice hydrocarbures, amélioration pour le pH

actions de réduction envisagées pour améliorer la qualité de l'effluent R26 : L'exploitant indique que les non-conformités liées aux hydrocarbures, MES, DCO et métaux sont dues aux eaux chargées en battitures et en graisses issues du circuit de refroidissement du laminoir. Le circuit de refroidissement est alimenté en continu par l'eau du canal le trop-plein se déverse dans le circuit de décantation du laminoir. L'eau est ensuite transférée par surverse dans le bassin de décantation du rejet R26. La décantation du bassin R26 est insuffisante compte tenu du débit de circulation important.

Afin d'améliorer la décantation des eaux et donc de diminuer les concentrations en MES, DCO et métaux deux actions distinctes permettront d'atteindre l'objectif :

- passage en circuit fermé du circuit d'arrosage des cylindres avec filtration du circuit de refroidissement des cylindres. Le renouvellement d'eau du futur circuit sera alors maîtrisé et limitera le débit de la surverse vers le bassin R26 tout en diminuant la consommation d'eau du canal ;
- augmentation de la capacité du bassin de rejet R26 par ajout d'un rideau de palplanches côté canal.

La réalisation de ces deux actions permettra d'augmenter le temps de séjour des eaux chargées dans le bassin avant le rejet et multipliera par 2 le temps de décantation.

Afin de diminuer les teneurs en hydrocarbures, sera mis en place une installation de récupération des huiles en surface du bassin battitures, avec écrémage des hydrocarbures flottants en surface, pompage et transfert vers un séparateur deshuileur, puis stockage dans une cuve spécifique avant traitement en tant que déchet.

L'exploitation des données issues de la surveillance du canal de Furnes (comparaison amont et aval des points de rejet), montre qu'il n'y a qu'un très faible impact du rejet d'ASCO INDUSTRIES sur la qualité du milieu récepteur.

4.2.2 impact sur l'air

Les émissions rejetées à l'atmosphère sont de deux types : d'une part les poussières (particules métalliques notamment) et d'autre part des gaz de combustion (dioxyde de soufre, oxydes d'azote et de carbone). Les émissions de gaz sont canalisées. Les émissions de poussières peuvent être canalisées ou diffuses.

Les émissions de poussières canalisées proviennent de dépoussiérage :

- primaire et secondaire de l'aciérie électrique
- de l'affinage en poche chauffante (APC), métallurgie en poche (MP) et dégazeur RH (RH)

Les poussières diffuses ont pour origine :

- l'atelier aciérie
- l'oxycoupage des ferrailles
- le dépôt de ferro-silicium
- l'atelier laminoir
- la plateforme déchets
- les voies de circulation

4.2.2.1. impact de l'installation de dépoussiérage

Pour le dépoussiérage primaire et secondaire du four UHP, l'analyse des résultats d'autosurveillance montre une nette amélioration entre la période 2010-2012 et l'année 2013. En effet les fréquents dépassements sur les paramètres poussières et pour les différents métaux ont été supprimés.

Cette amélioration est liée à la réalisation de travaux sur l'installation de dépoussiérage et au remplacement des filtres à manche.

Il subsiste néanmoins des dépassements récurrents sur les paramètres SO₂, NOx et HAP.

Il convient de noter, que pour ces paramètres les valeurs limites fixées dans l'arrêté du 02 mars 2010 sont très basses (comparativement aux sites ASCO INDUSTRIES de Fos sur Mer et Hagondange) et, en ce qui concerne les HAP, inférieures à la limite de détection.

Pour le dépoussiérage lié aux installations APC, MP et RH, les résultats sont conformes aux valeurs limites à l'exception de dépassements récurrents pour les HAP et de dépassements ponctuels pour d'autres paramètres.

Le dépoussiérage de l'installation de découpe ferrailles présente régulièrement des dépassements pour le fer et pour le groupe de métaux (arsenic, sélénium, tellure). L'exploitant indique, d'une part qu'il ne connaît pas de technologie pour limiter les émissions de ce groupe de métaux et d'autre part que la valeur fixée dans l'arrêté du 02 mars 2010 pour ces métaux est très nettement inférieure à celle indiquée dans l'arrêté du 02 février 1998 modifié.

4.2.2.2. impact des autres installations du site

La chaudière générant la vapeur et les différents fours de traitement thermiques font l'objet d'une autosurveillance régulière. Les résultats des mesures sont conformes aux valeurs réglementaires.

4.2.2.3. émissions diffuses

Pour les émissions diffuses de poussières de l'aciérie, les mesures réalisées en 2012, avant la réparation de l'installation de dépoussiérage, montrent une estimation du rejet annuel diffus s'élevant à 27,1 tonnes pour l'année. La valeur fixée par l'arrêté qui est de 35 tonnes par an est donc respectée.

Pour les émissions diffuses de Composés Organiques Volatils, les mesures réalisées en 2012 sur la halle « fusion » et la halle « affinage » donnent une estimation du rejet annuel diffus inférieure à 1,5 tonnes de COV pour l'année. La valeur fixée par l'arrêté qui est de 6 tonnes par an est donc respectée.

Ces éléments conduisent l'inspection des installations classées à revoir certaines valeurs limites qui sont actuellement imposées à l'exploitant, notamment en ce qui concerne les rejets atmosphériques.

L'exploitant devra poursuivre ses efforts afin d'améliorer la qualité de ses effluents aqueux. Il convient également de consulter le paragraphe 6 du présent rapport qui concerne également les rejets aqueux.

4.3. - Mise à jour des effets de l'installation sur l'environnement

Conformément à l'article 9.6.1 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010, l'exploitant a transmis en juin 2012 une nouvelle l'évaluation des risques sanitaires de son établissement.

Cette étude de risques sanitaires était liée à la réalisation de nouvelles campagnes de caractérisation des rejets canalisés de métaux d'une part et de caractérisation des rejets diffus d'autres part.

Les résultats de cette étude montre l'existence de risques supérieurs aux valeurs de référence pour certains riverains.

Il convient de préciser que l'exploitant, pour élaborer ses modélisations, a tenu compte des concentrations mesurées dans les sols alentours, auxquelles il a ajouté les retombées modélisées pour une période de 70 ans.

Cette méthode n'est pas conforme à la circulaire du 09/08/2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation qui précise qu'il y a lieu d'opérer une distinction entre :

- l'étude de risques sanitaires (ERS): cette étude, basée uniquement sur les rejets du site, peut permettre d'identifier les situations qui sont susceptibles de poser un problème à terme, en donnant des éléments d'appréciation sur le risque sanitaire lié à une exposition à long terme.
- L'interprétation de l'état des milieux : cette étude, qui prend en compte l'état des différents milieux (sols, eaux superficielles et/ou souterraines) à un moment donné, permet de répondre aux questions suivantes :
 - Est-il nécessaire de revoir la gestion des rejets atmosphériques ou aqueux du site ?
 - L'environnement autour du site est-il dégradé au regard des usages actuels des zones situées à proximité du site ou risque t-il d'être dégradé à terme ?

Au vu des éléments contenus dans le dossier et comme le prévoit l'article R.512-31 du code de l'environnement, il apparaît donc nécessaire de prescrire la réalisation d'une étude complémentaire sous un délai de 12 mois :

- la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux
- la mise à jour de l'étude de risques sanitaires.

4.4. – Analyse des performances de l'installation en comparaison aux MTD

4.4.1. – Rejets atmosphériques

L'exploitant a analysé les performances de l'installation en comparaison avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les MTD relatives au secteur des aciéries.

Bien que les conditions d'exploitation soient en grande partie conformes aux dispositions du chapitre II de la directive IED n°2010/55/UE du 24/11/2010, certaines valeurs limites d'émissions et émissions réelles excèdent les niveaux hauts d'émissions décrits dans les MTD n° 88 et 89 des conclusions MTD dans la sidérurgie (*décision d'exécution de la Commission du 28 février 2012*) :

- la valeur pour l'efficacité du système de captage des poussières doit être fixée dans l'arrêté (> 98 %)
- la valeur limite maximale pour la concentration en poussières doit être abaissée pour passer de 10 à 5 mg/Nm³
- la valeur limite maximale pour la concentration en dioxines et furannes doit être abaissée pour passer de 0,2 à 0,1 ng I-TEQ/m³

Conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, l'exploitant a donc examiné les possibilités techniques d'atteindre les performances décrites dans ces conclusions sur les MTD

L'exploitant respecte déjà les valeurs relatives aux poussières (concentration et taux de captation). Pour les dioxines et furannes, ASCO INDUSTRIES a réalisé et transmis en décembre 2014 une étude technico-économique visant à définir la technologie à mettre en place. La solution retenue consistera en l'injection adsorbants actifs (charbon ou lignite) directement dans l'effluent gazeux, en amont des filtres à manches. Cette technique n'induit pas de modification du procédé. La technologie sera mise en place pour que les nouvelles valeurs limites relatives aux dioxines et furannes soient respectées à l'horizon du 1^{er} mars 2016.

Ces propositions et ces délais sont compatibles avec les enjeux environnementaux identifiés et avec les nouvelles contraintes réglementaires.

Lors d'échanges sur le projet d'arrêté en octobre 2015, l'exploitant a indiqué qu'il respectait depuis quelques mois les nouvelles VLE pour les dioxines et donc qu'il n'entendait pas mettre en place, dans l'immédiat, l'installation d'injection de charbon actifs. Cette technologie sera installée si les mesures réalisées montrent qu'elle est nécessaire.

L'inspection propose donc d'acter ces nouvelles valeurs limites d'émission, conformes aux niveaux d'émission associés aux MTD ainsi que leur échéance de mise en application et les dispositifs de mise en conformité associés, dans le projet d'arrêté en annexe du présent rapport.

Emissaires	Paramètre	Référence des conclusions MTD ou document BREF	N°MTD	Niveau d'émission associé	VLE	période et conditions de référence	Échéance de mise en application
CH09 CH10 CH11	TSP	IS (2012)	88	5 mg/ Nm3	5 mg/ Nm3	Moyenne journalière	8 mars 2016
CH09 CH10 CH11	PCDD/F	IS (2012)	89	0,1 ng I-TEQ/Nm3	0,1 ng I-TEQ/Nm3	échantillon aléatoire obtenu par un prélèvement d'une durée de 6 à 8 h	8 mars 2016

Bien que les « périodes et conditions de référence » puissent être différentes, ces valeurs limites sont identiques dans le cas de prélèvements effectués sur des durées plus courtes.

Par ailleurs, il sera également indiqué dans l'arrêté, que l'efficacité globale de la captation des poussières au niveau de l'aciérie doit être supérieure à 98 %.

4.4.2. – Effluents liquides

L'exploitant a analysé les performances de l'installation en comparaison avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les MTD relatives au secteur des aciéries.

Les conditions d'exploitations sont conformes aux dispositions du chapitre II de la directive IED n°2010/55/UE du 24/11/2010 et en particulier, les valeurs limites d'émissions n'excèdent pas les niveaux hauts d'émissions des MTD n°92 décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au secteur de la sidérurgie.

La seule valeur qui est actuellement supérieure dans l'arrêté d'autorisation concerne les matières en suspension (VLE fixée à 30 mg/L dans l'arrêté contre 20 mg/L dans les conclusions MTD). Il convient toutefois de noter :

- que la valeur figurant dans les conclusions MTD ne concerne que les eaux issues de la continue, or sur le site ASCO INDUSTRIES, les eaux de la coulée continue aboutissent dans le bassin R26 où elles sont mélangées avec d'autres effluents aqueux, il n'y a donc pas de mesure possible pour les seuls effluents issus de la coulée continue.
- L'exploitant indique également dans son dossier de réexamen qu'une étude est en cours visant à réduire la quantité de matières en suspension dans le rejet R26.

Ces valeurs limites d'émission étant également compatibles avec les enjeux environnementaux identifiés, l'Inspection propose donc que les valeurs limites d'émissions de l'actuel arrêté préfectoral soient conservées.

Le chapitre 6 du présent rapport évoque la réduction de certaines VLE en lien avec la directive cadre sur l'eau.

4.4.3. – Performances énergétiques

L'exploitant présente dans son dossier, les MTD figurant dans le BREF Efficacité Energétique ainsi que les technologies qui sont mises en place dans son installation.

Les équipements suivants sont abordés :

- installations de combustion ;
- systèmes à vapeur ;
- récupération de chaleur ;
- alimentation électrique ;
- sous-système entraîné par un moteur électrique ;
- système d'air comprimé ;
- système de pompage ;
- système de chauffage, ventilation, climatisation ;
- éclairages.

La plupart des meilleures technologies disponibles listées dans le BREF Efficacité Energétique sont mises en œuvre sur le site ASCO INDUSTRIES. L'exploitant indique qu'il envisage d'intégrer l'efficacité énergétique à son système de management environnemental.

4.5. – Conformité aux articles R. 515-60 et suivants du code de l'environnement

L'Inspection précise qu'un certain nombre de prescriptions doivent être ajoutées à l'arrêté préfectoral d'autorisation afin que celui-ci soit conforme aux dispositions des articles R515-60 et suivants du Code de l'Environnement :

- conditions de cessation d'activité
- surveillance périodique des sols (voir paragraphe 5.2 du présent rapport)

4.6. – Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R515-68 du Code de l'Environnement.

Les niveaux d'émissions de l'installation n'excéderont pas ceux décrits dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux aciéries. Ces niveaux d'émissions seront respectés dans un délai maximal de 4 ans à compter de la publication au Journal Officiel des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du secteur des aciéries, soit avant le 08 mars 2016.

5 – INSTRUCTION DU RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31 ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, et
- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Enfin, le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.1 de mai 2014) précise l'exploitant doit, après étude de ces 2 critères :

- Soit élaborer le rapport de base selon la méthodologie proposée ;
- Soit justifier du fait que l'installation IED n'est pas redevable d'un rapport de base, en démontrant la non éligibilité aux critères explicités dans la suite du présent chapitre. L'exploitant expose alors son analyse dans un mémoire justificatif qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

5.1. Complétude

Compte tenu des substances utilisées et des activités exercées, l'exploitant a transmis un rapport de base.

L'article R.515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base contient « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés à l'article 3 du règlement CLP. »

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.1 de mai 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux

Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations

Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire

Le rapport transmis comporte l'ensemble des éléments prévus.

5.2 Analyse

L'analyse du risque de pollution des sols et des eaux souterraines par l'installation a été examinée, en particulier l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes ainsi que le risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site.

Dans le cadre du rapport de base, différents secteur du site ont été distingués :

- périmètre IED centrale utilités
- périmètre IED décharge interne
- périmètre IED traitement des laitiers
- périmètre IED Aciérie
- périmètre IED laminoir

L'exploitation des données disponibles résultant des études de sols précédentes, de la surveillance régulière des eaux souterraines au droit du site ainsi que des analyses qui ont été réalisées dans le cadre de l'élaboration du rapport de base, montrent les éléments suivants :

- périmètre IED centrale utilité : cette zone avait été retenue, car si les chaudières fonctionnent aujourd'hui au gaz naturel, le fioul était autrefois utilisé. Les analyses de sols réalisées en janvier 2015 ont montré l'absence de teneurs significatives dans les sols.
- Périmètre IED décharge interne: impact par les métaux dans les sols et les eaux souterraines.
- périmètre IED traitement des laitiers : impact par les métaux dans les sols.
- périmètre IED aciérie : impact par les métaux dans les sols et les eaux souterraines.
- Périmètre IED laminoir : impact par les métaux et composés organiques dans les sols, impact par les métaux dans les eaux souterraines.

Le rapport de base ne propose pas de programme de surveillance des sols. L'Inspection propose donc de prescrire, dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe, que l'exploitant remette, dans un délai de 6 mois à compter de la parution dudit arrêté, un programme de surveillance des sols précisant: la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La fréquence de surveillance ne pourra être inférieure à dix ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire. Ce programme sera mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.

6 – RÉDUCTION DES VLE EN LIEN AVEC LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU

Le schéma Directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) fixe les orientations en matière de qualité des eaux. Il impose notamment des échéances pour l'atteinte du bon état des cours d'eau, tel que défini par la directive n°2000/60/CE du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, dite DCE. Ainsi, suivant la masse d'eau considérée, le bon état des cours d'eau doit être atteint soit pour 2015, soit pour 2021, soit pour 2027.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'inspection des installations classées a procédé à l'identification des installations classées pour la protection de l'environnement, dont la contribution est jugée non négligeable et pour lesquelles il convient donc d'agir.

La société ASCO INDUSTRIES fait partie de ces installations classées, la masse d'eau concernée étant le Delta de l'Aa, identifiée par le code SANDRE AR 61. Pour cette masse d'eau, les paramètres déclassant sont notamment : la DCO et le phosphore total.

Le présent rapport vise donc à analyser les résultats d'autosurveillance du site depuis 2010 afin d'étudier les possibilités de réduction des valeurs limites d'émission imposées à ASCO INDUSTRIES.

Les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010 modifié sont les suivantes (ces valeurs n'ont pas été modifiées depuis la signature de cet arrêté en 2010) :

paramètres	Concentrations (mg/L)		Flux (kg/j)			
	Moyennes journalières	Moyennes mensuelles	journalier		Mensuel	
			R6/R26	R14	R6/R26	R14
DCO	60	40	200	350	170	300
Phosphore total	10	8	35	50	25	40

L'analyse de l'auto-surveillance pour la période avril 2010 – décembre 2013 est la suivante

Rejet R6

R06	DCO		phosphore total	
	concentration moyenne (mg/L)	flux moyen (kg/mois)	concentration moyenne (mg/L)	flux moyen (kg/mois)
2010	60,56	159,00	0,58	0,09
2011	63,50	105,83	0,37	-0,16
2012	50,42	60,00	0,75	0,71
2013	47,33	10,25	0,53	-0,22

Rejet R14

R14	DCO		phosphore total	
	concentration moyenne (mg/L)	flux moyen (kg/mois)	concentration moyenne (mg/L)	flux moyen (kg/mois)
2010	37,22	133,00	0,98	-3,24
2011	53,58	686,50	0,75	45,05
2012	53,92	686,67	0,35	-15,57
2013	55,98	1245,00	0,46	-18,60

Rejet R26

R26	DCO		phosphore total	
	concentration moyenne (mg/L)	flux moyen (kg/mois)	concentration moyenne (mg/L)	flux moyen (kg/mois)
2010	35,78	192,11	0,33	-15,30
2011	44,67	-35,92	0,38	4,29
2012	45,17	657,42	0,31	-215,98
2013	43,70	-77,17	0,39	-33,36

remarques : la valeur pour les flux est inhabituelle, il s'agit de la moyenne du flux cumulé sur un mois. Certains flux sont négatifs, car l'exploitant qui prélève et rejette dans le canal de Furnes est autorisé, pour les flux, à déduire le flux de polluant présent dans l'eau qu'il prélève.

L'analyse de ces données amène l'inspection des installations classées à formuler les observations suivantes :

- la prise en compte des quantités présentes en amont entraîne une grande variabilité dans le calcul des flux émis. De ce fait, il ne semble pas opportun de proposer une baisse des valeurs limites d'émission relatives aux flux de DCO.
- Les concentrations moyennes de DCO mesurées pour les rejets R06, R14 et R26 sont souvent supérieures à la valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant a prévu de mettre en œuvre diverses mesures qui devraient contribuer à diminuer les rejets de DCO. A l'heure actuelle, l'inspection ne propose pas de modifier les valeurs limites d'émission pour la DCO.
- Les concentrations moyennes mesurées en phosphore total pour les 3 points de rejets sont toujours inférieures aux valeurs limites fixées dans l'arrêté. L'inspection des installations classées propose donc de réduire les valeurs limites pour la concentration et le flux en phosphore total.

Phosphore total	concentration	
	Moyenne journalière (mg/L)	Moyenne mensuelle (mg/L)
Ancienne valeur	10	8
Nouvelle valeur	5	4

Phosphore total	Flux (kg/j)			
	journalier		Mensuel	
	R6/R26	R14	R6/R26	R14
Ancienne valeur	35	50	25	40
Nouvelle valeur	20	32,5	12	20

Pour la DCO, l'inspection propose d'imposer à l'exploitant la réalisation d'une étude technico-économique, sous un délai de 18 mois, visant à étudier les possibilités de réduction des émissions aqueuses de demande chimique en oxygène (DCO) dans le milieu naturel. Cette étude comprendra notamment un bilan coût-avantages pour les différentes solutions analysées ainsi que, le cas échéant, un échéancier pour la mise en œuvre des solutions retenues.

7 – SUITES ADMINISTRATIVES

Le dossier de réexamen est complet et régulier et ne doit pas être mis à la disposition du public conformément aux dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement.

Ce dossier a été instruit par l'Inspection.

Au vu des éléments détaillés dans le présent rapport, une actualisation des conditions d'autorisation de l'installation est proposée. Un projet d'arrêté en ce sens est joint en annexe 2 et pourra être soumis à l'avis d'un prochain CODERST.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-5 du Code de l'Environnement, une copie du présent rapport est adressée par courrier à l'exploitant.

Enfin, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au Préfet de diffuser par voie électronique l'ensemble des éléments listés à l'article R.515-79 du Code de l'Environnement :

- l'arrêté préfectoral actualisé
- une copie du présent rapport de l'Inspection.

L'Inspecteur de l'environnement spécialité Installations Classées,


Nicolas PACAULT

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nord – Pas-de-Calais – *A l'attention du Chef du Service Risques.*

Gravelines, le ... **22 OCT 2015**
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral


David LEFRANC.

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Nord – Dipp - Bicpe

Lille, le ... **29 OCT 2015**
Pour le Directeur, par délégation,
Le Chef du Service Risques


David TORRIN

17/23

ANNEXE 1 : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/E/DC/D/ NC ⁽¹⁾
Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue, avec une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	Acierie électrique : fabrication d'aciers spéciaux Capacité de production annuelle : 536 000 tonnes soit une capacité horaire maximale de 79,2 tonnes par heure	3220	A
Transformation des métaux ferreux : a) Exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure. Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Exploitation d'un laminoir à chaud capacité maximale du blooming : 125 t/h Fours de réchauffage du laminier : 67,5 MW trempes, revenu et recuit des métaux : 40,25 MW autres installations : 74,87 MW La puissance totale est de 182,62 MW toutes les installations fonctionnent au gaz naturel (sauf les groupes électrogènes de secours qui utilisent du fuel domestique) Installation de stockage des refus de tri des réfractaires et des réfractaires non valorisables. La capacité totale est supérieure à 25 000 tonnes Traitement des laitiers : maturation, criblage et déferailage La quantité de laitier traitée est d'environ 173 tonnes par jour	3230-a 3110	A A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement du laitier		3540	A
Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliages, à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance installée du four est inférieure à 100 kW	Acierie électrique : fabrication d'aciers spéciaux de construction mécanique Principaux outils : four électrique – affinage en poche chauffante – dégazage sous vide – coulée continue rotative et coulée en lingotière. Four UHP (Ultra Haute Puissance) : Puissance électrique : 90 MW Capacité : 90 tonnes d'acier Production annuelle maximale : 536 000 tonnes	3532 2545	A A

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/E/DC/D/NC ⁽¹⁾
Stockages et activités de récupération de déchets de métaux, la surface utilisée étant supérieure à 50 m²	Stockages de ferrailles alimentant l'aciérie Surface utilisée : 30 575 m²	2713	A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 de code de l'environnement.	Mise en décharge des rebuts de tri des réfractaires et réfractaires non valorisables	2760-2	A
2 Installation de stockage de déchets non dangereux Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1 supérieure ou égale à 10t/j	Maturation, criblage et défarraillage des laitiers, criblage des battitures, cassage des lingotières en fonte quantité traitée d'environ 214 t/j	2791-1	A
Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant A Installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b	Laminage : - Blooming (puissance moteur : 15 500 CV) - Laminoir « train de 900 » (puissance moteur : 22 000 CV) - Groupes Ignier n° 1 et 2 (puissance moteurs : 2 350 kW et 6 500 CV) - Décamineuse à haute pression (200 bars) - cisaille hydraulique : 200 kW - 2 scies à chaud : 2 x 200 kW... Parachèvement : - 3 tours à écroûter (puissance totale : 1 009 kW) - unités d'ébavurage et de chanfreinage... Les installations de laminage relèvent de la rubrique 3230-a	2560-A	A
Installations de combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des frouls lourds ou de la biomasse ; la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 20 MW	Chaufferte fonctionnant au gaz naturel (surveillance permanente) : - chaudière vapeur fonctionnant au gaz naturel : puissance thermique : 15 350 kW Brûleurs fonctionnant au gaz naturel : - secteur four UHP (7 brûleurs : maintien à température des poches et boostage : insufflation d'oxygène) : 26 145 kW - secteur dégazage sous vide (4 brûleurs : séchage, chauffage...) : 11 700 kW - secteur coulée continue (4 brûleurs de séchage pour chauffage et maintien des répartiteurs et 1 brûleur de réchauffage d'air) : 6 630 kW Fours de réchauffage avant laminage fonctionnant au gaz naturel : - 6 fours PITS pour réchauffage des lingots issus de la coulée en source : 2 * 3 500 kW + 4 * 5 000 kW - 1 four à longerons pour réchauffage des barres issues de la coulée continue avant laminage : 40 500 kW	2910-A.1	A

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/E/DC/D/NC ⁽¹⁾
	- 5 groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique (puissance thermique totale : 770 kW) Puissance thermique totale : 127,3 MW (hors groupes électrogènes fonctionnant en secours)		
Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 3 000 kW	Circuits équipés de tours aéroréfrigérantes, permettant le refroidissement des installations suivantes : - dégazeur RH : 9 840 kW - coulée continue : 13 956 kW - four ERMAT 3 (trempe) : 4 651 kW - four électrique UHP : 4 640 kW - 5 circuits indépendants compresseurs : 2 900 kW - four ERMAT 3 (rouleaux) : 700 kW Puissance thermique d'échange totale : 36 687 kW	2921-a	E
Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages	Traitement thermique (austénitisation) des aciers Trempe - four OLIVOTTO 1 (28 brûleurs) : 8 820 kW - unité de trempe sortie four OLIVOTTO 1 - four ERMAT 3 (85 brûleurs) : 8 960 kW - unité de trempe sortie four ERMAT 3 Recuit et revenu 8 fours à rouleaux fonctionnant au gaz naturel : - four HEURTEY (42 brûleurs) : 4 840 kW - four OLIVOTTO 2 (10 brûleurs) : 2 200 kW - four ERMAT 1 : (10 brûleurs) : 2 200 kW - four ERMAT 2 : (72 brûleurs) : 5 760 kW - four OLIVOTTO 3 (10 brûleurs) : 2 000 kW - four OLIVOTTO 4 (10 brûleurs) : 2 000 kW - four ERMAT 3 (10 brûleurs) : 2 000 kW - four ERMAT 4 (10 brûleurs) : 2 000 kW station de distribution du service « mouvement »	2561	DC
Stations-service: installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans des réservoirs à carburants de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant, liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1) distribué étant: - supérieur à 100 m³ mais inférieur à 3 500 m³	Le volume équivalent annuel distribué est d'environ 150 m³	1435-3	DC

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/E/DC/D/NC ⁽¹⁾
Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Installations de parachèvement (secteur laminier de l'usine) Grenailleuse : puissance installée totale : 182 kW	2575	D
Ateliers de charge d'accumulateurs : la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Laminier : 19 kW Informatique : 7,8 kW Laboratoire : 7,8 kW Centre énergie : 3,38 kW Poste 90 kV : 5,85 kW Poste 225 kV : 10,4 kW Poste 20 kV : 1,2 kW Garage : - 1 chargeur de 400 W - 1 chargeur de 1,16 kW Puissance maximale de courant continu : 57 kW	2925	D
Dépôts de ferro-silicium	Ferro-silicium utilisé pour l'aciérie électrique (réception sous forme non pulvérulente)	195	D
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organo-halogénés ou des solvants organiques ; A Pour les liquides organo-halogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant : supérieur à 200 L mais inférieur à 1 500 L	6 fontaines à solvants, capacité unitaire des cuves : 65 l lieux d'implantation : parachèvement laminier – garage du Service « Mouvement » - ateliers de maintenance (aciérie élaboration, coulée continue et laminiers) Volume total des cuves : 390 L	2564.A-2	DC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m³	Liquides inflammables 2 ^{ème} catégorie : 30 m³ Capacité équivalente totale : 6 m³	1432-2	NC
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur ; la surface des ateliers étant inférieure à 2 000 m²	Département « Mouvement » de l'usine Surface des ateliers : 870 m²	2930-1	NC

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/E/DC/D/NC ⁽¹⁾
Emploi et stockage de l'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	- alimentation par canalisation 40 bar, détendue à 13 bar dans un poste de détente propriété d'AIR LIQUIDE. - 8 bouteilles de 10,6 m³ de capacité unitaire soit un total de 112 kg	1220	NC
Emploi ou stockage de l'acétylène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	3 bouteilles de 5 m³ de capacité unitaire soit un total de 23 kg	1418	NC
Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	Traitement des eaux - chauffeerie : 8 t - coulée continue : 16 t Quantité totale : 24 t	1611	NC
Emploi ou stockage de lessive de soude, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Traitement des eaux - chauffeerie : 4 t - coulée continue : 16 t Quantité totale : 20 t	1630 B	NC
Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2 Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Plusieurs secteurs de l'usine utilisent des équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés: - l'aciérie - le laminoir - les installations communes - les disjoncteurs La quantité totale de gaz à effet de serre fluorés est supérieure à 530 kg	1185-2-a	D

Classement : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) NC (Non Classé)

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE suite à l'instruction du dossier de réexamen

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du département du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la directive n°2000/60/CE du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, dite DCE ;

VU le Schéma Directeur de l'Aménagement et de la Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie adopté le 16 octobre 2009 ;

VU les données sur la qualité des masses d'eau figurant dans le SDAGE Artois Picardie, susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010 modifié accordant à la société ASCOMETAL l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication d'acier spéciaux de construction mécanique sur le site de l'Usine des Dunes à LEFFRINCKOUCKE,

Vu l'arrêté préfectoral du , autorisant la société ASCO INDUSTRIES à reprendre les activités précédemment exercées par la société ASCOMETAL sur le site de l'Usine des Dunes à LEFFRINCKOUCKE ;

Vu le dossier de réexamen transmis à la préfecture du Nord en date du 07 janvier 2014 et les compléments apportés les 22 décembre 2014 et 16 avril 2015 ;

VU les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux transmis par l'exploitant au titre des années 2010 à 2013 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du XXXXXX, présentant notamment la méthode utilisée pour déterminer les prescriptions relatives aux conditions d'exploitation du site ;

Vu l'avis émis par le CODERST lors de sa séance du XXXXXX,

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique : 3220 (production de fonte ou d'acier) et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives à la sidérurgie (I&S pour Iron and Steel) ;

Considérant que ces points ont été actés par le Préfet par arrêté préfectoral complémentaire du 03 juin 2014

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la sidérurgie ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 08 mars 2012 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à la sidérurgie;

Considérant l'objectif d'atteinte du bon état des cours d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisé et repris dans les orientations du SDAGE Artois Picardie,

Considérant que l'établissement rejette dans la masse d'eau du DELTA DE L'AA, de code SANDRE AR 61 en mauvais état écologique et chimique, déclassée pour les paramètres DCO et Phosphore total, dont

l'objectif de bon état global a été fixé à 2027,

Considérant que l'analyse des résultats d'autosurveillance de l'établissement sur la période 2010 - 2013 montre qu'un abaissement des valeurs limites d'émission des rejets aqueux est envisageable pour le phosphore, et n'engendrerait pas de contrainte supplémentaire dans l'activité de l'établissement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1 : objet

La société ASCO INDUSTRIES dont le siège social se situe Avenue de France, CS 10038, 57300 Hagondange, est tenue de respecter, pour son établissement situé Usine des Dunes à LEFFRINCKOUCKE, les dispositions du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010 susvisé, sont modifiées conformément aux articles suivants

Article 2 conduits et installations raccordées

Le tableau figurant à l'article 3.2.2 de l'arrêté du 02 mars 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Secteur	Installation	Utilisation / Fréquence	Puissance thermique max en kWh th	Combustible	Caractéristiques cheminées			Vitesse minimale d'éjection des gaz (m/s)	Débit nominal Nm³/h gaz secs
					Repère	Hauteur (m)	Diam. (m)		
Energies/ Fluides	Chaudière n°6	Production vapeur – Fonctionnement permanent	15 350	Gaz Naturel	CH07AC	26,5	1	8	19 400
Acierie	Découpe ferrailles	8h/j		-	CH12 AC	9	0,83	17	30 000
	Four UHP	Dépoussiérage filtre 1	90 000	-	CH10 AC	22,6	3,2	10	240 400
		Dépoussiérage filtre 2		-	CH09 AC	22	3,4	10	300 000
	Four APC	Dépoussiérage		-	CH11 AC	24	1,3	16	168 800
Laminoir – Secteur PITS	Four PITS n°8			Gaz Naturel	CH08 LA	25	0,65	8,8	9 500
	Four PITS n°9			Gaz Naturel	CH07 LA	25	0,65	8,8	9 500
	Four PITS n°21			Oxy-Gaz	CH11 LA	54,95	0,9	0,6	1320
	Four PITS n°22			Oxy-Gaz	CH10 LA	54,95	0,9	0,6	1320
	Four PITS n°23			Oxy-Gaz	CH09 LA	54,95	0,9	0,6	1320
	Four PITS n°24			Oxy-Gaz	CH12 LA	38,27	0,9	0,6	1320
Laminoir - Secteur FAL	Four à longerons			Gaz Naturel	CH16LA	57	1,8	15	8 500
Laminoir – Secteur traitement thermique	Four HEURTEY			Gaz Naturel	CH18LA	21	0,85	1	1 700
	Four ERMAT 1			Gaz Naturel	CH19LA	21	0,6		
	Four ERMAT 2			Gaz Naturel	CH17LA	20	0,85		
	Four ERMAT 3			Gaz Naturel	CH21LA	24	1,1		
	Four ERMAT 4	3x8 - 330 j/an	2 000	Gaz Naturel		24	1,9	11	24 000
	Four ERMAT 5		2 000	Gaz Naturel					
	Four OLIVOTTO 1				CH20LA	32	0,78	7	2 600
	Four OLIVOTTO 2				CH15LA	32	0,9	1	1 100
	Four OLIVOTTO 3	3x8 - 330 j/an	2 000	Gaz Naturel		24	0,9	12	28 000
	Four OLIVOTTO 4		2 000	Gaz Naturel					
Laminoir- Secteur Parachèvement	Grenailleuse	150j/an	-	-	CH22LA	8	0,9	6,8	15 500
	Banc de huilage	150j/an	-	-	CH23LA	6	0,52	25	18 000

Article 3 : valeurs limites de rejets atmosphériques

Conformément aux articles R 515-66 et R 515-67 du code de l'environnement, les rejets atmosphériques issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Emissaires	Paramètre	Référence des conclusions MTD ou document BREF	N°MTD	Niveau d'émission associé	VLE	période et conditions de référence	Échéance de mise en application
CH09 CH10 CH11	TSP	IS (2012)	88	5 mg/ Nm3	5 mg/ Nm3	Moyenne journalière	8 mars 2016
CH09 CH10 CH11	PCDD/F	IS (2012)	89	0,1 ng I-TEQ/Nm3	0,1 ng I-TEQ/Nm3	échantillon aléatoire obtenu par un prélèvement d'une durée de 6 à 8 h	8 mars 2016

Par conséquent, à compter du 08 mars 2016, le tableau figurant à l'article 3.2.3.2 de l'arrêté du 02 mars 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

PARAMETRES	Four UHP – filtre 1 (CH10AC)			Four UHP – filtre 2 (CH09AC)			APC - Dépoussiérage (CH11AC)			Découpe ferrailles		
	mg/Nm ³	g/h	kg/an	mg/Nm ³	g/h	kg/an	mg/Nm ³	g/h	kg/an	mg/Nm ³	g/h	kg/an
SO ₂	50	12'10 ³	55 700	50	15'10 ³	69 600				-	-	-
NO _x	50	12'10 ³	55 700	50	15'10 ³	69 600				-	-	-
CO	220	50'10 ³	250 000	200	50'10 ³	250 000				-	-	-
Poussières (*)	5	1200	5 600	5	1500	7 000	5	844	1 400	5	140	260
Cd+Hg+Tl	0.0075	5	12,5	0.0075	5	12,5	0.0075	0,75	2,5	0.01	0.25	0.35
As+Se+Te	0,01	0,375	1,25	0,01	0,375	1,25	0,01	0,075	0,25	0.01	0.25	0.35
Pb	0,075	25	100	0,075	25	100	0.025	2,25	6,25	0.05	1.2	2
Sn+Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Zn	1,5	500	2 250	1,5	500	2 250	1	112	375	0.6	15	25
Fe	0,75	200	900	0,75	200	900	0,25	30	100	2,5	80	125
COV	2.5	800	3500	2.5	800	3500	2	150	400	-	-	-
HAP	0.1	24	110	0.1	30	140	0.1	17	28	-	-	-
HCl	1	240	1100	1	300	1400	1	170	280	-	-	-
HF	0.2	50	250	0.1	25	150	0.1	5	35	-	-	-
Dioxines/Furanes	0.1'10 ⁻⁶	0.2'10 ⁻⁴	0.1'10 ⁻³	0.1'10 ⁻⁶	0.2'10 ⁻⁴	0.1'10 ⁻³	0.1'10 ⁻⁶	17'10 ⁻⁶	28'10 ⁻⁶	-	-	-

Article 4 Efficacité de la captation des poussières

Après le dernier alinéa de l'article 3.2.3.2 de l'arrêté du 02 mars 2010 susvisé, il est ajouté l'alinéa suivant :

« L'efficacité globale moyenne de captage pour le four électrique et l'affinage en poche chauffante doit être supérieure à 98 %. »

Article 5 Emissions diffuses

Les dispositions de l'article 3.2.3.3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les émissions diffuses annuelles issues des installations du site doivent être respectivement inférieures à :

- 35 tonnes par an pour les poussières
- 6 tonnes par an pour les COV

Les émissions diffuses de poussières de la halle d'aciérie doivent être inférieure à 2 % en moyenne annuelle.

Article 6 valeurs limites de rejets des eaux industrielles

Dans le tableau figurant à l'article 4.3.8 de l'arrêté du 02 mars 2010 susvisé et relatif aux valeurs limites d'émission des effluents aqueux, les données concernant le phosphore total sont remplacées par les données suivantes :

paramètres	Concentrations (mg/L)		Flux (kg/j)			
	Moyennes journalières	Moyennes mensuelles	journalier		Mensuel	
			R6/R26	R14	R6/R26	R14
Phosphore total	5	4	20	32,5	12	20

Article 7 Auto surveillance

Les dispositions de l'article 9.2.1.2 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les cheminées des rejets canalisés de l'aciérie : circuits primaire et secondaire associés au four UHP et circuit de traitement de l'affinage en poche chauffante, sont équipées de pulvérimètres ou dispositif d'efficacité au moins équivalente pour la mesure en continu des émissions de poussières résiduelles après filtration.

Le programme d'auto surveillance comprend notamment les dispositions prévues dans le tableau ci-après :

Cheminée	Paramètres	Fréquence	Enregistrement
UHP filtre 1 CH 10 AC	Débit , poussières, CO	En continu	Oui
	Métaux ⁽¹⁾	Trimestrielle ⁽²⁾	Non
	HAP, COV, HCl, HF	Annuelle	Non
	Dioxines / Furannes	Annuelle ⁽³⁾	Non
UHP filtre 2 CH 09 AC	Débit, poussières, CO	En continu	Oui
	Métaux ⁽¹⁾	Trimestrielle ⁽²⁾	Non
	HAP, COV, HCl, HF	Annuelle	Non
	Dioxines / Furannes	Annuelle ⁽³⁾	Non
APC Dépoussiérage CH 11 AC	Débit , poussières, CO	En continu	Oui
	Métaux ⁽¹⁾	Trimestrielle ⁽²⁾	Non
	HAP, COV, HCl, HF	Annuelle	Non
	Dioxines / Furannes	Annuelle ⁽³⁾	Non
Dégazeur RH	Débit, poussières, métaux ⁽¹⁾	Annuelle	Non

Cheminée	Paramètres	Fréquence	Enregistrement
Découpe ferrailles	Débit, poussières Métaux ⁽¹⁾	Trimestrielle Semestrielle	Non Non
Grenailleuse	Débit, poussières, métaux ⁽¹⁾	Annuelle	Non

- (1) - Cd + Hg +Tl et leurs composés
- As + Se + Te et leurs composés
- Pb et ses composés
- Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés

(2) mesure journalière réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu

(3) la mesure sera faite sur la base d'un échantillon aléatoire obtenu par un prélèvement d'une durée de 6 à 8 h

En fonction des résultats observés dans le cadre de l'auto surveillance et des contrôles périodiques sur les rejets atmosphériques (flux horaires mesurés notamment), la fréquence d'analyses des paramètres visés ci-avant pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire, le cas échéant à la demande de l'exploitant.

Article 8 Mise à jour de l'étude de risque sanitaire

L'article 9.6.1 de l'arrêté du 02 mars 2010 est abrogé et remplacé par un article ainsi rédigé :

« ARTICLE 9.6.1 MISE A JOUR DE L'ETUDE DE RISQUE SANITAIRE ET INTERPRETATION DE L'ETAT DES MILIEUX

Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à Monsieur le Préfet du Nord et à l'inspection des installations classées :

- une mise à jour de l'étude des risques sanitaires. Cette étude sera basée sur l'ensemble des émissions du site (canalisées et diffuses) et notamment sur les résultats de la nouvelle campagne de mesure des émissions diffuses réalisée conformément aux dispositions de l'article 9.2.1.3 du présent arrêté. Pour l'étude de risques sanitaires, il ne sera pas tenu compte des teneurs en polluant
- une interprétation de l'état des milieux. L'interprétation de l'état des milieux sera réalisée, a minima, pour les points de retombées maximales identifiés dans l'étude de risques sanitaires.

Pour la réalisation de ces études, les valeurs toxicologiques de référence seront choisies conformément à la note d'information n° DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener des évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués. »

Article 9 cessation d'activité

Les dispositions de l'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En cas d'arrêt définitif d'une installation classée sur son unité de LEFFRINCKOUCKE, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. »

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En tant qu'établissement " IED " et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39-1 du même code, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 512-30 et R. 512-39-2 du code de l'environnement. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

Sans préjudice des dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, la réhabilitation du site prévue à l'article R.512-39-3 de ce code est effectuée en vue de permettre au minimum tout nouvel usage industriel. »

Article 10 dossier de réexamen

Les dispositions de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010 modifié sont complétées par l'alinéa suivant :

« Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
 - a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ;
 - ou
 - b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b ci-dessus. l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement" (en cas de dérogation, une Evaluation des Risques Sanitaires quantitative est attendue). »

Article 11 Entretien et surveillance des mesures de protection du sol et des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2010 modifié sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'IIC les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...). »

Article 12 programme de surveillance des sols

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à Monsieur le préfet du Nord et à l'inspection des installations classées un programme de surveillance des sols, précisant: la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La fréquence de surveillance ne pourra être inférieure à dix ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire. Ce programme sera mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.

Article 13 Etude en vue de la réduction des émissions de DCO.

Dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à Monsieur le préfet du Nord et à l'inspection des installations classées une étude technico-économique visant à étudier les possibilités de réduction des émissions aqueuses de demande chimique en oxygène (DCO) dans le milieu naturel. Cette étude comprendra notamment un bilan coût-avantages pour les différentes solutions analysées ainsi que, le cas échéant, un échéancier pour la mise en œuvre des solutions retenues.

Article 14 sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 15 délais et voies de recours

Article 16 publication

Article 17 exécution

